



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

26 avril 2022

La grève s'étend à RTE (Réseau de Transport de l'Electricité)

La direction refuse d'ouvrir des négociations salariales et envoie les CRS

La grève reconductible démarrée fin février parmi les salariés de la maintenance de l'ouest de la France, s'étend à toutes les régions.

Les bas salaires de l'entreprise, embauchés à peine au-dessus du SMIC, revendiquent le maintien de leur pouvoir d'achat et la reconnaissance de leur niveau de technicité.

La direction sait mettre en avant dans ses communications les « lignards » qui travaillent sous tension à 400.000 Volts en haut des pylônes mais en interne c'est autre chose.

Le gel depuis 10 ans du Salaire National de Base des Industries Electriques et Gazières a dévalorisé ces métiers hautement qualifiés qui assurent la fiabilité du réseau électrique français. L'« augmentation » de 0,3% octroyée en 2022 est vécue comme une insulte quand l'inflation atteint 4,5% sur 1 an en mars. Les mesures salariales à RTE au global sont nettement en dessous de la moyenne du secteur de l'énergie.

Or, les résultats financiers sont excellents. **RTE a largement les moyens de répondre aux revendications. Le résultat net a augmenté de 27% en 2021 à hauteur de 661 Millions d'€.** Les actionnaires - Caisse des Dépôts et Consignation, CNP Paribas, EDF - ont encaissé 397 M€ de dividendes cette année.

RTE est censée être une entreprise publique au service de l'intérêt général. Et pourtant, ses dirigeants cherchent à dégager un maximum de profits : leur part variable est indexée sur le montant du résultat financier !

La financiarisation et l'absence totale de dialogue social caractérisent aujourd'hui le gestionnaire du réseau électrique. La gestion du conflit est à l'image du gouvernement Macron. Ce n'est pas surprenant puisque les membres du directoire sont nommés par le gouvernement ou en sont proches.

Aux salariés qui veulent gagner correctement leur vie, la direction a répondu par l'envoi des CRS sur les piquets de grève à Saumur, Orléans, et Nantes !

Ce mépris du personnel est irresponsable. Le mouvement va se durcir et la direction en portera l'entière responsabilité.

La CGT est aux côtés des grévistes et exige l'ouverture de négociations sur les salaires et la reconnaissance des qualifications.

Contacts presse :

Délégués Syndicaux Centraux CGT
Francis CASANOVA - 06.71.16.53.67
Jean-Louis MAURY - 06.12.71.05.41

Contact Presse
Sophie CAVAGNA
06 81 07 72 93
scavagna@fnme-cgt.fr

www.fnme-cgt.fr



FNME CGT
263 rue de Paris 93516
Montreuil Cedex
Tel.: 01 55 82 78 00

#Fédérer les Énergies